



*La solidarité internationale: un engagement citoyen essentiel
contre les injustices et pour la paix dans le monde*

Rapport d'activités 2010-2011 Perspectives 2011-2012

**Solidarité
Laurentides
Amérique
centrale**



TABLE DES MATIÈRES

Mot du président p. 4

1. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET D'ENGAGEMENT DE LA POPULATION À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

1.1 Les IQSI dans les Laurentides

- Objectif de l'an dernier p. 5
- Bilan 2010 p. 5-6
- Perspectives 2011 p. 6

1.2 Les activités de stage de solidarité internationale

- Objectifs de l'an dernier p. 7
- Bilan 2010-2011
 1.2.1 Témoignages de solidarité des stagiaires revenant de Laguna Larga p. 7-8
 1.2.2 Organisation des stages à Chicoj Raxquix et sur le commerce équitable p. 8-9
 1.2.3 Le développement de la solidarité internationale dans les Laurentides p. 9
 1.2.4 Éléments d'analyse des activités p. 9-10 cette année
- Perspectives 2011-2012 p. 10

1.3 Le Comité d'appui aux luttes

- Objectifs de l'an dernier p. 11
- Bilan 2010-2011
 1.3.1 Éducation et mobilisation sur les dommages de la loi plus
 canadienne au Sud et la nécessité d'appliquer la loi p. 11-12
 1.3.2 Éducation et mobilisation sur la politique militariste canadienne p. 13
 1.3.3 Lutttes appuyées par le comité au nom de SLAM en 2010-2011 p. 14-15
 1.3.4 Le recrutement de nouveaux membres p. 15
- Perspectives 2011-2012 p. 15

1.4 La promotion du commerce équitable

- Objectifs de l'an dernier p. 16
- Bilan 2010-2011
 1.4.1 Les comités p. 16
 1.4.2 Les groupes d'achat de produits équitables (GAP) p. 16
 1.4.3 Le réseau du commerce équitable des Laurentides (RCEL) p. 16
 1.4.4 Activités de formation et de sensibilisation au commerce équitable
 réalisées en 2010-2011 p. 17
- Perspectives 2011-2012 p. 17

2. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

- Objectifs de l'an dernier	p. 18
- Bilan 2010-2011	
2.1 Gestion du projet « Sur la route de Naranjo »	p. 18
2.2 Refus de l'ACDI du nouveau projet avec notre intitulé « Santé et empowerment - La Libertad »	p. 18-19
2.3 Nouveau projet et nouveau partenaire financier	p. 19-20
2.4 La levée de fonds pour le financement des projets de coopération	p. 20-21
2.5 Travail du comité « projet de coopération »	p. 21
- Perspectives 2011-2012	p. 21

3. DÉVELOPPEMENT ET VIE ASSOCIATIVE

- Objectifs de l'an dernier	p. 22
- Bilan 2010-2011	
3.1 Personnel de SLAM	p. 23
3.2 « Membership » et militants / militantes	p. 23
3.3 Conseil d'administration	p. 24
3.4 Comités	p. 24
3.5 Communications	p. 24-25
3.6 Partenaires	p. 25
- Perspectives 2011-2012	p. 25

Annexe 1	p. 26
Pétition adressée aux députées fédérales Mme Johanne Deschamps et Mme Monique Guay	

Annexe 2	p. 27
Lettre ouverte à tous les candidats et candidates des Laurentides aux prochaines élections (avril 2011)	

MOT DU PRÉSIDENT

Des enjeux aussi importants que la politique de va-t'-guerre du gouvernement Harper, que le non-respect des grandes conventions internationales en matière de droits humains et environnementaux, que la pratique de la censure et du secret, ou que l'appui inconscient à la politique étrangère canadienne, auront encore une fois été occultés lors de la dernière campagne électorale.

Pourtant, les médias auraient pu donner davantage de visibilité aux trois campagnes qui se menaient à ce moment au Québec, soient celle du collectif Échec à la guerre contre le virage militariste du gouvernement canadien¹, celle de la Coalition « Pas de démocratie sans voix » (pancanadienne) sur la dérive anti-démocratique de plusieurs pratiques de nos dirigeants² et celle « Partendires A Q O C I, solidaires » visant le rétablissement d'un véritable partenariat entre les organismes de coopération comme le nôtre et

D'ailleurs, c'est également une campagne que SLAM s'est inscrite en lançant une lettre ouverte (cosignée par dix organismes de la région) adressée à tous les candidat-e-s des Laurentides aux dernières élections avec copie à tous les médias (Voir annexe 2).

Quand on dresse le portrait des changements négatifs qui ont été apportés depuis cinq ans à la politique étrangère du Canada par ce gouvernement, de surcroît minoritaire, on a toutes les raisons de craindre pour les quatre prochaines an-

nées, maintenant qu'il est le dernier cherchera manifestement à faire usage de la force plutôt que de la diplomatie dans les conflits internationaux. Des avions de chasse plutôt que des missions de paix; c'est en tout cas pour le puissant complexe militaro-industriel nord-américain et pour la politique étrangère étatsunienne.

Et quant à la répartition des richesses dans le monde, il privilégiera d'abord les retombées économiques comme ce fut le cas récemment avec l'abandon de l'aide aux pays en développement, pour en consentir d'autres qui, comme l'Ontario et le Pérou, accueillent à bras ouverts nos entreprises (ex. mines) et signent des accords de libre-échange. Certains analystes politiques parlent de pratiques néocoloniales.

Mais que peut-on espérer? L'opposition parlementaire, avec un NPD affaibli par la perte de son leader, ne suffira pas à infléchir la politique étrangère de ce gouvernement conservateur malgré les efforts déployés. Cependant, plus que jamais, les citoyens québécois et canadiens et leurs organisations devront se mobiliser pour opposer aux valeurs de ce gouvernement celles de la paix, de la justice sociale et de la démocratie. Plus que jamais, comme le dit le slogan des prochaines Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) qui se tiendront à travers le Québec au début novembre sous le thème de l'engagement citoyen.

Marcel Gosselin

¹ Avec la Déclaration pour mettre fin à la logique de guerre et de domination et la manifestation contre la guerre en Afghanistan

² Regroupant des organismes comme la Ligue des droits et libertés, la Fédération des femmes du Québec, le Réseau québécois pour la démocratie et la justice sociale

1. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET D'ENGAGEMENT DE LA POPULATION À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

1.1 Les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) dans les Laurentides

Objectif

« Toute les JQSI Laurentides du 3^e au 13 novembre 2010 sous le thème « Revoyons le développement ».

Bilan 2010

La 14^e édition des JQSI s'est déroulée du 3^e au 13 novembre 2010 sous le thème « **Revoyons le développement** ». Pour une neuvième année consécutive, SLAM a organisé l'événement dans les Laurentides avec succès si on se fie au nombre d'individus rejoints (plus de 1,200) qui ont souvent posé des gestes en conséquence, et cela, dans cinq MRC différentes, à la diversité des activités présentées (film, conférence, foire, mobilisation éclair...).

Les JQSI ont pas la même ampleur sans la collaboration de nos inestimables partenaires. En 2010, le comité organisateur était composé des sept organismes régionaux suivants:

- **Développement et Paix** (diocèse de Saint-Jérôme): mobilisation et participation à la foire de la solidarité internationale;
- **Forum jeunesse Laurentides (FJL)**: mobilisation et participation aux rencontres;
- **Le Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL)**: mobilisation et sensibilisation des organismes communautaires;

- **les Services socioculturels du Cégep de Saint-Jérôme**: organisation de la foire de la solidarité internationale et de la mobilisation éclair;
- **la Société d'Aide au Développement des Collectivités (SADC) Laurentides**: mobilisation et participation aux rencontres;
- **Amnistie internationale** (secteur Saint-Jérôme): mobilisation et participation à la foire de la solidarité internationale;
- **Le Café de rue SOS, Maison de jeunes de Saint-Jérôme**: mobilisation et participation aux rencontres et à la mobilisation éclair.

D'autres organismes et institutions ont aussi collaboré à la tenue des JQSI:

- **Ciné-Groulx** de Ste-Thérèse: projection du film «Le porteur d'eau»;
- **le Théâtre du Marais** de Val Morin: projection du film «Le bien commun: l'assaut final»;
- **les bibliothèques** (Val-David, Saint-Eustache et Sainte-Thérèse): conférence des participant-e-s au stage de solidarité internationale 2010 de SLAM au Guatemala.



C'est le chanteur-auteur-compositeur Ian Kelly qui a accepté d'être l'ambassadeur des Laurentides. Nous avons bénéficié d'une bonne couverture à la disponibilité de notre porte-parole lors de la conférence de presse.

Le nombre de personnes rejointes directement dans le cadre des activités offertes est estimé à mille deux cent vingt-trois (1,223) personnes alors qu'environ cent quatre-vingt-cinq (409,500) ont été rejointes indirectement par l'entremise des médias. Finalement, en ce qui a trait à l'action citoyenne, une mobilisation éclair a été

organisée et les gens étaient invités à poser cinq **gestes de solidarité** :

- 1) Signer la Charte pour l'Internationale « Exigeons la dignité »;
- 2) Signer la Charte des Développement et Paix « Ž j š ± ' - » « ± - »
- 3) Signer la pétition de SLAM en faveur de la programmation des JQSI dans les Laurentides
- 4) Faire des achats responsables (biologiques, équitables ou locaux);
- 5) Assister à au moins une activité parmi la programmation des JQSI dans les Laurentides

Tableau des activités lors des JQSI 2010 dans les Laurentides ainsi que le lieu et le nombre approximatif de personnes y ayant participé.

DATE	LIEU	ACTIVITÉ	NOMBRE DE PERSONNES
4 et 5-11-10	Ste-Thérèse	Projection du film « Le port g w t " en présence du réalisateur <i>Pascal Gélinas</i>	970
4-11-10	Val-Morin	Projection du film « Le bien commun < " n ø c u en présence de la réalisatrice <i>Carole Poliquin</i>	18
9-11-10	St-Jérôme	Foire de la solidarité internationale au Cégep de St-Jérôme	60
9-11-10	St-Jérôme	Mobilisation éclair « Repensons le développement »	40
9-11-10	St-Jérôme	Conférence avec <i>Louis Favreau</i> « Les nouveaux habits de la solidarité internationale »	50
9-11-10	Ste-Thérèse	Conférence des participant-e-s au stage de solidarité au Guatemala	60
16-11-10	St-Eustache	Conférence des participant-e-s au stage de solidarité au Guatemala	25

Perspectives 2011

1) « Exigeons la dignité » - Laurentides du 2 au 12 novembre 2011 sous

1.2 Les activités de stages de solidarité internationale

> | j œ ° ¥ ¢ - · ÿ j · · š a · ÿ j ® a ¥ j ®

- 1) Assurer le suivi des témoignages de solidarité avec les stagiaires de Laguna Larga.
- 2) Organiser un ou des stages de solidarité en 2011 selon les possibilités de recrutement et les ressources pour les encadrer.
- 3) Continuer d'approfondir comment susciter la so

Bilan 2010-2011

1.2.1 - Témoignages de solidarité des stagiaires revenant de Laguna Larga

Le stage dans la communauté de Laguna Larga au Petén, Guatemala, s'est déroulé du 22 juillet 2010. Y participaient sept personnes dont quatre femmes et trois hommes. Monique Lapierre et Diane Thériault étaient les accompagnatrices. Comme prévu, le stage comprenait deux volets principaux : prise de contact et connaissance de la culture guatémaltèque en général à Quetzaltenango et immersion dans une communauté paysanne appauvrie, Laguna Larga au Petén.

Soulignons que c'est la première fois que des stagiaires organisaient une levée de fonds pour financer le stage.

Le travail volontaire a consisté à mobiliser la communauté afin d'effectuer des travaux de nettoyage autour de la laguna. Les stagiaires y ont laissé 2,800\$ pour un petit projet de développement devant servir la communauté. Le stage

Sans la partie des témoignages de solidarité au retour, l'objectif de solidarité internationale ne serait pas complètement atteint. C'est pourquoi beaucoup de ressources sont consacrées à cet aspect. Comme nous valorisons le contact direct avec le public des Laurentides, le moyen des conférences est privilégié et la collaboration avec les bibliothèques du territoire est devenue une coutume.

Témoignages de solidarité internationale

Conférences	Qui	Personnes rejointes
Bibliothèque de Sainte-Thérèse	Tous et toutes	60
Bibliothèque de Saint-Eustache	Tous et toutes	30
Étudiants CÉGEP (politique internationale)	Deux stagiaires	22
Bibliothèque de Val-David	Deux stagiaires	12
Ici par les Arts	Tous et toutes	18
Total de présences		152
Médias		
Bulletin spécial SLAM	Tous et toutes	200
Entrevue radio CIME-FM	Diane et Daniel	
Nord-Info Basses-Laurentides	Sophie-Isabelle	
Écho de Saint-Eustache	Sophie-Isabelle	

Les stagiaires ont participé à la production d'une vidéo pour illustrer les différents centres de producteurs de café équitable mais aussi de crepations, de bananes, etc. CCDA est en voie de construire des infrastructures de tourisme équitable sur une montagne plombant le très beau *Lago de Atitlán*.

communités de petits producteurs dans onze départements du Guatemala dont des provinces de producteurs de café équitable mais aussi de crepations, de bananes, etc. CCDA est en voie de construire des infrastructures de tourisme équitable sur une montagne plombant le très beau *Lago de Atitlán*.

Soulignons que le séjour dans la communauté Laguna Larga a été grandement apprécié. Nous devons ici remercier particulièrement notre partenaire guatémaltèque, ADEPAC, qui avait très bien préparé notre séjour autant pour le contenu que pour la logistique et évidemment, les responsables de la communauté Laguna Larga.

Il n'est pas inutile de souligner que le responsable de la communauté est Omar Mejia et qui a été très utile lors de la visite à Nueva Alianza. Aujourd'hui, on ne peut compter sur un nouveau partenaire guatémaltèque.

1.2.2 - Organisation des stages à Chicorax et sur le commerce équitable

Cette année, le comité « stages » a proposé d'organiser deux : un thématique sur le commerce équitable.

Le mandat des stagiaires était :
1) de prendre connaissance directement des expériences de commerce équitable afin de « rafraîchir le discours » de SLAM sur le commerce équitable après plus de dix ans de promotion dans la région et
2) de définir les problèmes de commerce équitable dont nous entendons parler ici, et ce, à partir du vécu sur le terrain.

Le stage sur le commerce équitable s'est tenu du 17 juin au 7 juillet et comprenait six personnes dont trois membres du conseil d'administration. Ce stage a été décidé avant la réunion du C.A. élargi de février 2011, fut grandement influencé par les réflexions de cette rencontre et des discussions au comité «commerce équitable». Lise et Yves Nantel agissaient à ce titre du groupe.

Ces deux mandats ont été abordés dans l'analyse des deux types de stages à structurer les interventions grand public pour continuer la promotion du commerce équitable et à organiser la réflexion avec les membres de SLAM en continuité avec le C.A. élargi de février dernier.

Le stage a consisté en deux volets principaux : d'immersion dans la société guatémaltèque avec préoccupation particulière sur le commerce équitable. Cette partie s'est déroulée à Quetzaltenango.

Le stage régulier à Chicorax s'est déroulé du 1^{er} juillet au 20 juillet 2011 et comprenait cinq personnes, cinq filles. Nathalie Filion était la seule accompagnatrice suite au décès de la regrettée Françoise Lemay qui devait agir comme co-accompagnatrice.

Puis, les stagiaires ont visité et analysé deux expériences différentes de commerce équitable : une communauté, Nueva Alianza, qui a entrepris de se prendre en mains par le développement de projets productifs dont le café équitable, la bouteille d'eau potable, etc. et, une organisation, le Comité Campesino del Altiplano (CCDA), qui regroupe plusieurs

L'immersion dans la société guatémaltèque se faisait à Quetzaltenango par des cours de langue espagnole, la vie dans des familles et des conférences tout au long de la semaine. Puis le séjour pour des contacts plus intenses et reliés aux centres d'intérêt dans une communauté maya de Chiacadám, la région de l'Altiplano, le tourisme équitable,

Le séjour dans la communauté Chicoy Raxquix fut particulièrement intense et apprécié. Encore une fois, très bien organisé par notre partenaire guatémaltèque, ADEPAC, les stagiaires ont reçu un accueil exceptionnel et ont pu discuter très librement avec les leaders et les membres de la communauté malgré la barrière de la langue (certains membres, surtout les femmes, ne parlaient que la langue q'eqchi'). La communauté - l'absence de l'eau potable d'année en année est toujours de pluie ou de grandes distances lors des périodes sèches.

Les stagiaires ont apporté un montant de 2,400\$ et déjà la communauté a prévu l'affecter que de santé particulièrement dédiée aux soins des enfants.

Reste maintenant à organiser les témoignages de solidarité. La première intervention aura lieu à la Bibliothèque de Saint-Jérôme, le 11 octobre prochain.

1.2.3 - Le développement de la solidarité internationale dans les Laurentides

Cette préoccupation demeure en filigrane de toute l'année. Intégrer les stages mais la difficulté réside dans le fait de mesurer son efficacité quant aux répercussions sur le public des Laurentides.

Concernant les stagiaires, la sensibilisation peut difficilement être plus grande et on le voit dans l'organisation des stages et dans les énergies qu'ils mettent en retour dans l'organisation. Par contre, le taux de rétention pour une action plus structurée pourrait sûrement être amélioré et cela ne concerne pas seulement le comité « stages » mais SLAM dans son ensemble.

Une pratique qui va dans le sens de maintenir cette solidarité, cette fois, pour le comité de responsables, est sûrement la pratique régulière lors de nos réunions de comité de mettre

{ l'ordre du jour » qui maintient les problèmes du pays et sur les expériences de développement et non seulement sur l'organisation des stages.

1.2.4 - Éléments d'analyse des activités de cette année.

Le suivi du stage à Laguna Larga par les témoignages de solidarité a, encore une fois, été intéressant pour un public nombreux de grandes

Cela devient une marque de commerce de SLAM à ce niveau. Que des gens acceptent de se déplacer pour nous entendre démontre un intérêt évident pour la chose internationale et nous permet de faire la sensibilisation aux problèmes de mal-développement au Guatemala.

Le comité a dû se dépasser cette année avec son programme ambitieux de deux stages de solidarité. La promotion pour le stage régulier fut encore plus intensive que par les années passées en pénétrant de nouveaux milieux et la perte tant pour le comité que pour le stage, a obligé à concentrer des responsabilités en moins de personnes. D'autre part, le nombre plus de candidatures pour le stage sur le commerce équitable, a obligé le comité à accepter de diviser le groupe en deux stages dont celui réalisé cet été et celui planifié en janvier 2012.

Les stages ont été une réussite en ce qui concerne le degré de satisfaction des stagiaires. Par contre, encore cette année, le recrutement de stagiaires pour le stage régulier a posé problème. Grâce au déploiement de moyens importants de promotion des stages, plusieurs personnes se sont montrées intéressées et ont assisté aux assemblées mais peu ont décidé de participer.

Sur ce dernier aspect, une première analyse nous indique deux éléments en plus des problèmes de concordance de dates, de durée du stage et d'autres : aspect

1) le fait de solliciter largement nous amène des personnes qui s'imaginent faire du travail humanitaire (du travail volontaire dans un orphelinat, par exemple) et lorsqu'elles réalisent que l'axe est axé sur la compréhension des réalités et des problèmes et qu'il y a à faire au retour, elles déclinent l'invitation.

2) le fait d'organiser des communautés éloignées où les conditions d'hébergement et de vie sont très intéressantes nous fait dire : « c'est très intéressant ce que vous faites mais je ne suis pas prêt-e à vivre ces conditions ».

Grâce aux succès atteints et malgré les difficultés rencontrées, les stages demeurent un moyen privilégié pour atteindre l'objectif global de développer la solidarité internationale. Il permet de recruter de nouvelles personnes dans ce processus (les stagiaires) et la sensibilisation plus large de plusieurs centaines de personnes.

Le comité « stages de solidarité internationale » était composé de Marie-Claude Coupal, Nathalie Bilos, Françoise Lémyr (décédée en mai), Lisette et Nathalie Sylvie Roch (qui nous a laissés depuis) et Diane Thériault sous la coordination de nos stagiaires dans onze reprises au cours de l'année. Les stagiaires ont participé à des ateliers de réflexion et aux trois journées de formation.

Un travail et une disponibilité colossaux.

Merci à chacun et chacune!

Perspectives 2011-2012

1) Assurer le suivi des deux stages de solidarité internationale tenus en juin et juillet 2011, autant les témoignages de solidarité pour le public des Laurentides (des deux stages) que la réflexion sur le commerce équitable.

2) Organiser deux nouveaux stages de solidarité en 2012 : un ayant comme thème « l'économie sociale et solidaire » et l'autre sur le thème de la culture. Selon les ressources pour assurer les conditions de réalisation.

3) Continuer la réflexion sur la question du recrutement des stagiaires afin de rejoindre davantage de personnes tout en ne négligeant pas nos objectifs de solidarité internationale.

4) Recruter de nouvelles personnes pour le comité.

1.3 Le « œ » É . Ÿ š Ÿ ± ' ' ± ° ° j -

> | j œ ° ¥ ¢ - . Ÿ j ' " š a . Ÿ j ® a ¥ j ®

1) \$ « ± ® - ± ¥ 2 ® j . a « ° ® j . ° ® š 2 š ¥ " . Ÿ É Ÿ les « œ » de mi- ° . Ÿ j a
 ® j - . œ š a š Ÿ ¥ j a a j - . š ± ' ' ± Ÿ ' " j ' j législati- plus confi- š ° j © š
 gnante » en lien avec les réseaux québécois et canadiens. Plus particulièrement, rejoindre, de
 septembre 2010 à juin 2011, environ 500 personnes dans des présentations tenues dans au
 moins trois MRC de la région et recueillir autant de signatures à notre pétition en vue du
 projet de loi C300 (évidemment, selon le moment où il sera voté).

2) \$ « ± ® - ± ¥ 2 ® j . a « ° ® j . ° ® š 2 š ¥ " . Ÿ É Ÿ ± œ š ° ¥ « a . j ° . Ÿ j .
 politique extérieure canadienne. Nous comptons signer et faire signer Déclaration contre la
 logique de guerre et de domination ainsi que mobiliser des gens des Laurentides à participer
 au Sommet populaire contre la guerre et le militarisme en novembre 2010.

3) \$ « ± ® - ± ¥ 2 ® j . Ÿ j a Ÿ š a ° . ° « ± ° j . " š a a É j . a « ai- . š Ÿ Ÿ ± ¥ -
 res.

4) Recruter de nouveaux membres.

Bilan 2010-2011

De façon générale, nous pouvons affirmer que le comité a atteint tous ses objectifs comme nous pou-
 rez le constater à la lecture du présent bilan.

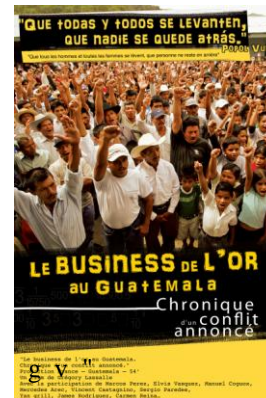
1.3.1 Éducation et mobilisation sur les dommages de l'industrie minière canadienne au Sud et la nécessité d'une loi plus contraignante¹.

a) Neuf présentations dans six villes de quatre MRC

Durant cette année 2010-2011, nous avons fait neuf présentations sur les dix prévues, rejoignant environ 400 personnes, à Sainte-Thérèse, Saint-Eustache, Saint-Jérôme (deux fois), Sainte-Agathe (deux fois), Val David et Prévost. Nous avons été couverts par quatre médias de la région. La majorité de ces présentations ont été faites à partir du documen-

taire Le bu ¥ a j - . Ÿ j . " , portant š ± ' fi ± š °
 sur la lutte de résistance menée contre la minière canadienne Goldcorp par la communauté de San Miguel Ixtahuacan que SLAM appuie modestement depuis quelques années.

Les autres ont été faites à partir de soirées-témoignages des stagiaires de Guatemala.



¹ La réalisation de ces activités a été facilitée par le financement du Fonds r q w t " n ø 2 f w e c v k q p " l ø g p i c i g o g p à la " solidarité internationale " (FEPSI) f g " n ø p sur Québec deuxième année consécutive.

b) Pétition pour le projet de loi C-300 signée par 500 personnes

Ce travail de conscientisation sur les rapports Nord-Sud s'est accompagné d'une campagne de sensibilisation en faveur du projet de loi C-300 visant à obliger l'industrie minière à respecter les droits humains et environnementaux des communautés des pays en développement où elle prolifère maintenant. Nous avons pu recueillir environ 500 signatures de deux vers de SLAM et poursuivre notre travail de représentation politique auprès de deux députées fédérales de la région.

Rappelons brièvement que l'année 2010, C-300 serait voté dès le mois d'octobre. Nous avons d'abord fait un appel aux régions sur la base de notre pétition (d'autres travers le Canada), en faisant les liens avec les nouvelles préoccupations des Québécois face aux gaz de schiste. Ce fut un succès. Plusieurs organismes l'ont fait et SLAM l'a mise en quelques semaines, près de 250 signatures ont été recueillies.

c) Représentation auprès de deux députées de la région

Les pétitions signées ont été acheminées aux députées Johanne Deschamps et Monique Guay quelques jours avant la date du vote, le 27 octobre (s'ajoutant aux pétitions de l'année précédente). Une délégation, à Mme Deschamps qui siègeait, pour le Bloc québécois, sur le comité permanent des affaires extérieures et du développement international chargé d'étudier le projet).

Malheureusement C-300 a été battu, et par six voix seulement. Ce fut un échec cuisant pour les individus et organismes impliqués et pour l'ensemble des forces progressistes c

nadiennes qui voulaient revoir le cadre juridique désuet (ex. la loi des mines remonte au 19^e siècle) qui favorise l'industrie extractive canadienne. D'ailleurs, ce serait très riche et puissant, a exercé un lobby intensif dans les semaines précédant le vote. Résultat au moment du vote, on a remarqué des absences de députés provenant des trois partis d'opposition, dont pourtant tous officiellement en faveur du projet.

d) Reprise du travail après la défaite de C-300

Malgré la déception, et le canadien et québécois et autres organismes qui interviennent dans ce dossier, notre comité a décidé de poursuivre ses présentations prévues, surtout en ce qui concerne

Nous avons fait une nouvelle version de la pétition (qui n'osait pas apparaître en soi) que nous revendiquons depuis plusieurs années. Depuis novembre dernier, on a recueilli environ 250 autres signatures, lesquelles seront remises à nos deux nouveaux députés NPD de Laurentides-Labelle et de Rivière-du-Nord (Pétition en annexe).

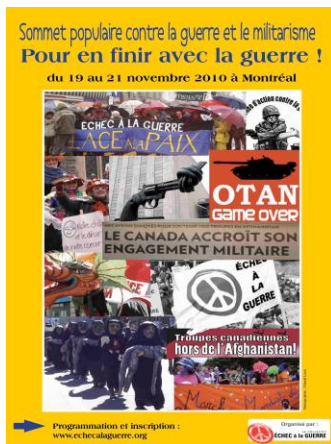
En ligne sur son site. En disons en terminant que SLAM a aussi fourni une aide matérielle à la 2^e édition du colloque *Plan Nord, plans Sud: mêmes menaces* tenu à Montréal en mars 2011. Seulement deux de nos membres ont participé à cette importante rencontre de représentant-e-s de communautés de divers pays des Amériques aux prises avec les transnationales extractives. Enfin, au nom de SLAM, nous avons répondu à plusieurs demandes d'appui de San Miguel Ixtahuacan, Guatemala. (Voir plus loin dans le tableau des actions que nous avons appuyées).

1.3.2 Éducation et mobilisation sur la politique militariste canadienne

a) Déclaration et Sommet populaire contre le militarisme

SLAM a aussi poursuivi sa modeste collaboration avec le Collectif Échec à la guerre. Comme 67 autres organismes, il a signé la Déclaration «*Pour en finir avec la logique de guerre et de domination*».

En revanche, nous n'avons pas réussi à faire signer d'autres organisations. Nous n'avons pas amené des gens de la région à participer à Montréal au Sommet populaire contre la guerre et le militarisme qui se tenait du 19 au 21 novembre 2010. Ce sommet a réuni plus de 200 personnes dont trois membres de SLAM.



b) Représentation auprès de la députée Johanne Deschamps

En décembre, à l'appel de faire suite à ce Sommet, nous avons fait des représentations auprès de la députée de Laurentides-Labelle, responsable adjointe pour le Bloc québécois des questions internationales. Nous avons questionné les positions de son parti concernant deux importants avis de motivation des F-35 et l'autre sur un gouvernement conservateur pas respecté sa promesse de retirer les

troupes d'Afghanistan en nous lui demandions pourquoi le BQ ne critiquait pas en tout premier lieu le virage militariste de la politique extérieure canadienne (auquel d'ailleurs ne s'oppose la majorité des canadiens et des québécois) plutôt que se limiter à un calcul mesquin des parts de contrats qui reviendraient au Québec. Entretien téléphonique cordial mais jamais de réponse écrite comme nous le demandions.

c) Lettre ouverte de SLAM aux candidat-e-s aux élections, cosignée par dix organismes

Au début, nous décidions de porter l'attention du public sur quelques-uns des graves enjeux de la politique étrangère canadienne. Nous avons alors conçu une lettre ouverte adressée à tous les candidat-e-s et à tous les médias régionaux reprenant différentes questions (huit au total) inspirées des trois campagnes qui se menaient alors au Québec : celle du collectif *Échec à la guerre*, celle de la Coalition *Pas de démocratie sans voix* et enfin, celle de l'*AQ*. (Voir page 3).

Nous sommes particulièrement fiers des résultats obtenus. En effet, dix organismes de la région ont accepté de cosigner cette lettre de SLAM, dont le ROCL, la CSN, la FTQ et Développement et Paix des Laurentides. Quatre candidat-e-s y auront répondu et deux journaux, de St-Jérôme et de Saint-Eustache, ont publié la lettre ouverte (Voir en annexe).

Enfin, c'est aussi en avril qu'il a publié son bulletin du printemps 2011, avec un éditorial intitulé *Sous Harper, le Canada se désolidarise*. Une question internationale a été posée à la fois dans le bulletin et dans le journal. Les deux membres de notre comité ont écrit par deux fois.

1.3.3 Luittes appuyées par le comité au nom de SLAM en 2010-2011

Dates	Demandes
27 juillet 2010	De Rights Action : lettre au président du Guatemala sur le cas d'une tentative de meurtre à San Miguel à la mine Marlin (Golcorp).
13 septembre 2010	De SLAM : appel urgent aux organismes partenaires des Laurentides pour signer la nouvelle version de notre pétition pour C-300.
24 septembre 2010	Du député Amir Khadir : signature d'une pétition pour l'exploration et l'exploitation minière dans le golfe du Saint-Laurent.
13 octobre 2010	De NISGUA (réseau étatsunien de solidarité avec le Guatemala) : campagne de signature au président du Guatemala demandant l'exécution immédiate des ordonnances 260-07 ordonnées le 20 mai 2010 par la Commission interaméricaine des droits humains (fermeture de la mine Marlin).
10 décembre 2010	Du Collectif Échec à la guerre (suites au Sommet populaire) : lettre aux députées Deschamps et Guay du BQ concernant deux motions à la Chambre des communes et la poursuite de la présence militaire au Guatemala.
janvier 2011	De SLAM : participation à la campagne à la solidarité internationale. Rédaction de deux types de projets d'éducation en stages annuels au dossier des minières canadiennes au Sud.
14 février 2011	De SLAM et du Collectif Échec à la guerre : lettre de rappel à la députée Deschamps, responsable des questions internationales pour le BQ, pour avoir une réponse écrite à nos critiques de décembre.
2 mars 2011	De Rights action : lettre à l'ambassade au Guatemala, Mme Leann Mckechie, avec c/c aux autorités canadiennes et à celles de Goldcorp pour dénoncer les assauts physiques dont ont été victimes quelques-uns des leaders de San Miguel opposés à la mine Marlin et demander leur protection. Une réponse nous est venue de Goldcorp.
3 mars 2011	De RCRCE (réseau canadien pour la reddition de comptes des entreprises) : signature pour la poursuite à la défaite de C-300 (qui va dans le même sens que notre pétition) en vue d'une éventuelle
31 mars 2011	De SLAM : nouvelle lettre à l'ambassade au Guatemala, pour avoir une réponse à notre première lettre et lui rappeler la résolution de la CIDH pour la fermeture temporaire de la mine Marlin.
Avril 2011	De SLAM : lettre ouverte (cosignée par dix organismes) aux candidats-e-s aux élections leur demandant de se prononcer sur des enjeux de politique étrangère avec copie aux médias de la région.

9 avril 2011	Participation de deux de nos membres à la manifestation <i>Sans et noirceur de la guerre</i> à Montréal pour dire non à la guerre et à l'OTAN en bombardements contre la Lybie.
Mai 2011	<i>Du mouvement de solidarité pour la Palestine</i> : appui financier symbolique au bateau pour Gaza.

1.3.4 Le recrutement de nouveaux membres

Deux nouveaux membres, Jean-Pierre Joly (ce dernier nous a toutefois laissés en cours d'année) et se sont ajoutés à l'équipe d'Alain Bé-

lemare, Marcel Gosselin, Marcel Lachaine, Benoit Larocque, Michel Poirier et Françoise Lemay (que nous avons eu la peine de perdre le 25 mai dernier).

Quatre réunions ont eu lieu en mai et juin.

Perspectives 2011-2012

1) Poursuivre (même si plus modestement) notre travail principalement au Guatemala, en faisant les liens avec ce qui se passe au Québec et dans notre propre région :

- faire des représentations auprès de nos 2 nouveaux députés fédéraux, déjà sensibilisés au dossier, sur les suites à donner à C-300.

- présenter à nouveau le film *Le silence des canons* ; quelques présentations sont déjà prévues dans la programmation des JQSI de novembre 2011.

- poursuivre nos appuis aux communautés, principalement guatémaltèques, qui subissent des violations de leurs droits de certaines compagnies canadiennes.

2) Poursuivre notre travail contre le virage militariste de la politique extérieure canadienne en concertation avec le collectif Échec à la guerre :

- continuer à questionner le bilan (et la poursuite) haïnistan ainsi que

- poursuivre la réflexion sur

3) Poursuivre nos appuis à des luttes ou autres actions urgentes jugées pertinentes.

4) Recruter de nouveaux membres.

1.4 La promotion du commerce équitable

> | j œ° ¥ ¢ - · Ÿ j · " š a · Ÿ j ® a ¥ j ®

- 1) Identifier les orientations du comité CE et clarifier la relation entre les comités, les groupes Ÿ š œª š ° · j ° · " j · ® Ē · j š ±
- 2) Relancer le Comité planète du Cégep de Saïdërôme ainsi que le recrutement de nouvelles et de nouveaux membres au sein des comités;
- 3) Sensibiliser " š · - « - ± " š ° ¥ « a · Ÿ j - · ž š ± ® j a ° ¥ Ÿ j - · š ± · œ« © © š ° ¥ « apportant j · ® š
- 4) Encourager la consommation de produits équitables dans les Laurentides;
- 5) Organiser la Quinzaine du commerce équitable 2011
- 6) # ¢ ¢ ® ¥ ® · Ÿ j · " ¥ a ¢ « ® © š ° ¥ « a · - j ® ° ¥ a j a ° j · š ± · - ± | j net.

Bilan 2010-2011

1.4.1 Les comités

À la demande du comité CE, un C.A. élargi a eu lieu à l' h i v e afin de réfléchir à de nouvelles orientations pour le comité. Les membres se sont rencontrés à six reprises incluant le C.A. élargi, une rencontre { l' automn e o u t s l œ s a a u œ e e s d e o n s t' o c c u r r e u lieu entre janvier et mai. Le comité a accueilli deux nouveaux membres en cours d Miguel Degiovanni et France Poulin. En plus de la coordonnatrice, le comité est composé de six personnes; deux viennent du secteur sud et quatre viennent du centre.

Grâce au C.A. élargi et { u l' a r r i v é e d e n o u v e a u x m e m b r e s a i n s i q u e p e r m a n e n c e, le comité fut actif et a réalisé des activités de sensibilisation ainsi que tenu des kiosques de dégustation et sensibilisation.



1.4.2 Les groupes d'achat de produits équitables (GAPE) centre et sud

Les groupes d'achat de produits équitables (GAPE) ont continué leurs activités au cours de l'année. Jean-Luc, militant dans le comité CE, a accepté en tant que responsable de la section centre. Des promotions spéciales furent offertes aux GAPE pour les Fêtes et pour Pâques. La vente de produits est stable pour les deux groupes. Le nombre de ventes a augmenté pour le GAPE centre. Le GAPE sud est celui qui assure le plus de ventes.

1.4.3 Le réseau du commerce équitable des Laurentides (RCEL)

Le réseau du commerce équitable des Laurentides (RCEL) est composé de nombreuses communautés, de syndicats et d'entreprises. Le réseau représente treize points de vente actifs. Le constat est le même pour le réseau : nous remarquons un plafonnement des ventes de produits équitables. Afin de dynamiser le réseau, le comité se penchera sur de nouvelles actions dans la prochaine année.

1.4.4 Activités de formation et de sensibilisation au commerce équitable réalisées en 2010-2011

DATES	ACTIVITÉ	LIEU ET CONTEXTE	NOMBRE DE PERSONNES
Novembre 2010	Kiosque de sensibilisation	Ste-Thérèse, Val-Morin, St-Eustache, St-Jérôme	200
	Atelier de sensibilisation et discussion sur le commerce équitable	École <i>Terre des jeunes</i> , Saint-Eustache, projet de SLAM « Commerce équitable et milieu scolaire des Laurentides »	82
Février 2011	C.A. élargi SLAM et conférence	Réflexion sur le commerce équitable, Sainte-Thérèse	12
Mars 2011	Kiosque de sensibilisation	Ciné-Prévost, projection du film « Business de l'œr » et conférence avec SLAM	20
Mai 2011	Exposition thématique CE dans cinq bibliothèques	Quinzaine du commerce équitable (Val-David, Mirabel, Boisbriand, Blainville, Deux-Montagnes)	Environ 2000
	Kiosque de sensibilisation et dégustation	Quinzaine du commerce équitable, Bibliothèque Val-David	20
	Kiosque de sensibilisation et dégustation	Quinzaine du commerce équitable, Bibliothèque Deux-Montagnes	15
	Présentation et discussion sur le commerce équitable	Quinzaine du commerce équitable, Le Coffret, St-Jérôme	40
Juin 2011	Kiosque de sensibilisation et dégustation	Journée de l'environnement, Ste-Agathe-des-Monts	Environ 10

Perspectives 2011-2012

- 1) **Rafraîchir les outils et le discours pour nos activités de sensibilisation;**
- 2) **Renforcer l'impact et le Réseau du commerce équitable des Laurentides (RCEL);**
- 3) **Promouvoir le recours à des produits équitables pour les campagnes de financement dans les écoles;**
- 4) **Encourager la consommation de produits équitables dans les Laurentides par les institutions;**
- 5) **Organiser la Quinzaine du commerce équitable 2012;**
- 6) **Intégrer le commerce équitable sur le site internet;**
- 7) **Soutenir le FEEPSI 2011-2012 « Quand la solidarité Nord-Sud passe par le commerce équitable ».**

2. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

> / j œ ° ¥ ¢ - · ÿ j · " š ° · ÿ j ® ° ¥ j ®

- 1) Terminer la gestion du projet « Sur la route de Naranjo » : rapports finaux à produire et liens avec les bailleurs de fonds et le partenaire guatémaltèque.
- 2) Suite { l'acceptation de La Libertad par le MRI et dans l'éventualité d'une réponse positive de MRI, l'ACDI et le partenaire guatémaltèque Guatemala et dans les Laurentides en ce qui
- 3) Continuer à explorer les pistes de financement possibles pour les projets de coopération de SLAM et consolider les acquis réalisés au
- 4) Analyser les possibilités de présentation

Bilan 2010-2011

2.1 Gestion du projet « Sur la route de Naranjo »

Concernant le projet « Sur la route de Naranjo » au Guatemala, les rapports narratifs et financiers finaux furent présentés aux deux bailleurs de fonds impliqués financièrement soit (PQDI). Autant accepté favorablement les rapports présentés mettant un point final à ce projet.

2.2 Refus de l'ACDI du nouveau projet avec notre partenaire ADEPAC intitulé « Santé et empowerment-La Libertad »

L'on se rappellera le MRI avait accepté ce projet de 235,200\$ sur deux ans dans la proportion de 25 % et que nous attendions la réponse de l'ACDI. Après de longs délais et cinq fonctionnaires différents pour analyser notre demande, l'ACDI nous a refusé la contribution en janvier 2011. Nous avons tout de suite demandé une révision de la décision, laquelle fut maintenue et nous avons dû abandonner en mai 2011.

Nous croyons toujours que le refus de l'ACDI était totalement injuste nous avons été victime :

- a) du roulement du personnel
- b) du changement de programme, passant du FSV au Programme des Partenariats avec les Canadiens (même nous avait promis de nous évaluer sous les critères du FSV) et le MRI
- c) plus fondamentalement inavouée de se débarrasser de petits organismes comme le nôtre.

À partir du refus définitif de l'ACDI nous étions piégés car l'ACDI nous interdisait de présenter notre projet dans le nouveau programme alors que le MRI nous en avait promis une date d'échéance pour obtenir une réponse positive de l'ACDI sinon les fonds nous seraient promis. Sans contrepartie du MRI, il nous était alors impossible de présenter la demande modifiée au nouveau programme de l'ACDI.

Nous ne pouvons évidemment pas élaborer ici sur ce que nous considérons être les incohérences de la décision, ni toutes les démarches que nous avons effectuées pour la décision en notre faveur mais soulignons :

- a) que jamais l'ACDI n'a blessé de notre projet sur le volet « santé » (à deux reprises nous avons démontré combien les exemples apportés étaient erronés) et finalement, c'est un énoncé général du style « votre projet ne donne pas les garanties de répondre aux objectifs sur la santé » qui a motivé le refus (sans exemple, cette fois);
- b) que l'ACDI n'a jamais présenté un projet comme un projet avec deux volets soit santé et empowerment (tous les fonctionnaires de l'ACDI étaient responsables « santé »);
- c) que le fait de « transiter » entre les mains de cinq fonctionnaires différents nous a nui considérablement;
- d) que le fait de chevaucher la fin du FSV et la mise en place du nouveau programme nous a définitivement défavorisés;
- e) en fin de compte, aspects administratifs mineurs et qui auraient pu facilement être corrigés que le refus s'est maintenu.

Décision de routine pour des fonctionnaires dans leur bureau à Gatineau mais conséquences graves pour les communautés paysannes vivant en pauvreté au Petén, pour notre partenaire guatémaltèque et pour un petit organisme comme SLAM.

En effet, combiné à notre situation financière précaire, ce refus rend SLAM encore plus fragile. Sur le plan du travail d'éducation de 2000\$ qui ne seront pas consentis à cet effet au

cours des deux prochaines années. Sur le plan des projets de coopération, probablement que nous ne passerions pas l'analyse des comptes et nous ne voulions présenter une nouvelle demande, sans compter le soutien en frais généraux. pu prouver la fa

Déception ! Goût amer ! Inacceptable ! Tout en contraste avec la collaboration antérieure avec l'ACDI.

2.3 Nouveau projet et nouveau partenaire financier.

À l'été 2010, nous avons approuvé la nouvelle fondation, la Fondation Louise-Grenier (F.L.G.), qui allait solliciter des projets à financer à une hauteur maximum de 35,000\$ avec un plafond de 75 % du projet total. L'ACDI était des

Suite à la tournée de quelques organismes guatémaltèques par le président de SLAM, Marcel Gosselin et le responsable des projets de coopération, Yves Nantel, en mai 2010, le Comité Campesino del Altiplano (CCDA) avait été retenu comme partenaire potentiel. L.G. allait permettre cette collaboration avec un projet de 27,212\$ intitulé « Vers la souveraineté alimentaire ».



Jardin familial à Oro de Agua

Le projet est en marche depuis janvier 2011 pour une période d'un an. Il comprend, entre autres :

- a) la fourniture de semences (maïs, fèves (frijoles), légumes, champignons), de 25,000 plants de café, d'engrais (compostage) et de bétail (chèvres);
- b) le matériel pour la culture et l'élevage;
- c) la formation technique (12 promoteurs agricoles) pour l'augmenter la productivité et la formation organisationnelle pour favoriser la capacité d'influencer les autorités locales (incidencia);
- d) l'apport en eau-potable et le sement d'une école communautaire.



d'eau potable à El Esfuerzo

Toutes ces activités ont un objectif plus large de cheminer vers la souveraineté alimentaire.

Soulignons que CCDA est impliquée dans des coalitions régionales et nationales qui ont déjà réussi à faire adopter une « Politique nationale de développement rural intégral » en 2009 et qui proposent aujourd'hui une « Loi de développement rural intégral ». Cette loi vise à donner les moyens au gouvernement guatémaltèque de faire des changements structurels importants en vue de combattre et de diminuer considérablement la pauvreté au Guatemala.

2.4 La levée de fonds pour le financement des projets de coopération

Le sous-comité chargé de planifier et d'organiser des levées de fonds pour nos projets de coopération a continué son travail tout au long de l'année et l'élevage. L'année a commencé avec l'intention de SLAM. Les informations alors transmises sur nos projets, actuels ou à venir, au Guatemala furent très intéressantes. Est-ce une formule à répéter l'année prochaine ? lancée.

Nous avons enchaîné en novembre avec la levée de fonds SLAM au bénéfice de nos projets de coopération. Comme l'année précédente, les amiEs de SLAM ont alors été sollicités.

Le résultat : la somme de 9,545\$ dont un don spécial de 4,000\$ destiné spécifiquement au projet *Vers la souveraineté alimentaire* en cours de réalisation en 2011.

Cette 2^e année s'est révélée en nos attentes : si nous avons recueilli plus que l'année dernière (240\$), c'est grâce à un don spécial qui pétera pas l'an prochain.

Un groupe de professionnels a été sollicité encore cette année sans succès. Il y a lieu de croire qu'il vaudra ce volet de la campagne.

Une nouveauté dont l'équipe de fonds est bien contente : l'ajout en 2011 de cinq capsules envoyées durant la période de sollicitation. Ces capsules visaient à informer sur la vie des communautés paysannes du Guatemala avec lesquelles nos projets se réalisent.

Le gain réussi en cou-
 financière d'une no-
 Fondation Louise-Grenier, n-
 nement la pertinence de la levée de fonds
 puisque cette fondation exige, tout com-
 me nos deux gouvernements, que nous
 versions nous-mêmes 25% du budget
 d'un projet de coopé-
 nous encore { l' des
 coups de pouce de toutes sortes sont les
 bienvenus!

2.5 Travail du comité « projet de coo- pération » durant l'année

Le comité s'eresprisesraé uni
 cours de l'année en-t son travail fut co
 tré sur quatre éléments importants :
 a) l'analyse du bilan fcomme prévu, vraiment topjiser mais leS ur
 la route de Naranjo »,
 b) le suivi des activités de levées de
 fonds,
 c) les déboires avec l v A C D I n e n t o a r à m e n t a i r e »
 refus du projet « Santé et empowerment -
 La Libertad » et
 d) le nouveau projet à présenter à la
 F. L.-G.

Le comité était formé de Claire Contant, i de
 Marcel Gosselin, Monique Lapierre, Mi-
 chel Poirier, Diane Thériault sous la coor-
 dination d' Y Nantel.

Pour ce qui est du sous-comité « levée de
 fonds », il s'est réuni {
 parties aussi es se re com sent r
 tion des ami-e-s de S O A M e t a d e s t e n t a t i v e s
 d'élargir l'éventuels ainsiateurs
 que sur les liens à maintenir avec les do-
 nateurs de la levée de fonds (soirée de
 remerciements et capsules). Le sous-
 comité était formé de Claire Contant, Yves
 Nantel sous la coordination de Monique
 Lapierre. cinq
 Enfin, soulignons que Monique Lapierre,
 comme prévu, vraiment topjiser mais leS ur
 travail de formulation et de gestion de
 projets en remplacement d' Y Nantel.
 Ce dernier a rédigé le projet « Vers la sou-
 que qui en assure la gestion et elle entre-
 prendra la tâche entière à partir des nou-
 velles opportunités de présenter des pro-
 jets. Yves transfère actuellement son ex-
 pertise et demeure en appui tout au long
 du processus.

Perspectives 2011-2012

- 1) Assurer la gestion et le suivi du projet « Vers la souveraineté alimentaire » avec le CCDA.**
- 2) Présenter un projet de coopération avec le CCDA ayant comme partenaire financier la F. L.-G. et le MRI.**
- 3) Renforcer le travail de levée de fonds pour le financement de projets de coopération et recruter de nouveaux membres pour le sous-comité.**

3. DÉVELOPPEMENT ET VIE ASSOCIATIVE

> | j œ° ¥ ¢ - · Ÿ j · " š a · Ÿ j ® a ¥ j ®

1) Développement du « membership »

Tout en maintenant la préoccupation de profiter de toutes les occasions pour inviter les gens à adhérer à SLAM, cette année nous devons travailler à consolider nos membres et les nouveaux membres.

2) Bulletins SLAM et Bulletin Express:

Nous espérons produire au moins deux bulletins SLAM et quatre (4) Bulletin Express et de les sensibiliser aux enjeux du développement international.

3) Maintenir à jour le site Internet, la page Facebook et le site Vitrine sur

Maintenir à jour les informations sur les différents sites.

4) Relancer le comité documentation

Recruter de nouvelles et de nouveaux membres et relancer le comité.

5) Maintenir des liens avec les organismes communautaires de la région et avec les organismes de solidarité internationale des autres régions:

de près les activités du Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL). Il poursuivra des actions concertées avec des organismes ayant une préoccupation pour la solidarité internationale et d'autres organismes partenaires du milieu.

6) Reconnaissance et financement de SLAM:

de continuer son développement et de soutenir des projets des communautés

Bilan 2010-2011

3.1 Personnel de SLAM

Cette année, SLAM n'a pu compter qu'une seule personne rémunérée dû à la situation financière très fragile que nous connaissons. Heureusement, notre coordonnatrice Sophie-Isabelle Deschâtelets était toujours en poste. Malheureusement, elle nous quitte en août 2011.

Nous en profitons pour la remercier sincèrement de l'excellent travail accompli et ce, dans tous les dossiers. Elle a su apporter un soutien à tous les comités de travail, être présente aux bénévoles au besoin, développer de nouveaux contacts individuels et corporatifs pour collaborer aux actions de SLAM, initier et coordonner d'une main de maître les activités des JOURNÉES québécoises de solidarité internationale, alimenter la réflexion du conseil d'administration et à la promotion du commerce équitable.

3.2 Membership et militants/militantes

Le développement du *membership* est une priorité pour SLAM puisque c'est le moyen privilégié de :

- 1) Élargir sa base démocratique;
- 2) Offrir aux personnes de la région des Laurentides désireuses d'établir un lien et des moyens avec les peuples du Sud un lien et des moyens pour le faire;
- 3) Augmenter le rayonnement de SLAM afin d'augmenter l'efficacité.

SLAM compte 56 membres dont 4 organismes du milieu. Les activités de stage et de sensibilisation du public sont des lieux privilégiés pour recruter de nouvelles et de nouveaux membres et nourrir notre réseau de contacts de personnes intéressées à maintenir un lien avec SLAM.

Comme à chaque année, le personnel de SLAM ne pourrait mener à terme toutes les activités créées par nos membres et plusieurs membres de SLAM. Ces personnes ont contribué de plusieurs façons à l'action de l'organisme, soit en coordination d'un comité, soit en réalisant des projets, la conception et la prestation de formations, les tâches liées à la trésorerie et au secrétariat, soit en sollicitant leur entourage lors de mobilisations, soit en assurant les liens avec d'autres organismes contribuant financièrement au SLAM, soit en assurant la traduction lors de rencontres ou de textes, soit en assumant des tâches lors d'activités, etc. Cette année les militantes et militants ont fourni environ 2 500 heures.

Merci à chacune de ces personnes pour leur contribution aux activités des JOURNÉES québécoises de solidarité internationale!

Le départ d'une compagna



Françoise lors du stage 2006 au Guatemala

Françoise Lemay nous a quittés en juin, laissant sa famille et ses ami-e-s dans le deuil. Son implication au fil des ans dans les comités de travail et son appui aux luttes fut grandement appréciée. Pour ceux et celles qui l'auront connue, nous garderons en souvenir son énergie, sa joie de vivre et son sens exceptionnel de l'engagement.

Merci Françoise !

3.3 Conseil d'administration

Composé de sept personnes, le conseil d'administration est réuni à six reprises au cours de l'année. Lors du C.A. élargi. Ses membres ont assumé les tâches de représentation, de secrétariat, de comptabilité et autres. Les membres du conseil d'administration sont: Marcel Gosselin, président, Michel Poirier, vice-président, Lise Nantel, trésorière, Pierre Charbonneau, secrétaire, Marie-Ève Prévost, Maria Franchi et Marie-Claude Coupal.

Conseil d'administration élargi :

Afin de réfléchir sur les orientations de SLAM, le C.A. fait appel au moins une fois l'an à toutes les régions québécoises dans un comité de travail. Cette année, la rencontre a porté principalement sur le thème du «Commerce équitable» et a réuni une quinzaine de personnes.

La vie associative de SLAM repose sur son ancrage dans la communauté et à cette fin, le conseil d'administration est soucieux de faire participer le plus grand nombre possible de personnes aux différentes activités de SLAM et d'enrichir ainsi la vie associative et la réalisation de

3.4 Comités

C'est ce que permettent les comités dont nous avons vu dans le présent rapport le travail réalisé durant l'année. Nous avons aussi la liste des nombreuses personnes impliquées.

Ces comités réfléchissent aux orientations et aux actions qu'ils soumettent au conseil d'administration pour les mettre en application:

- **Comité du Commerce équitable Secteur Sud:** deux personnes.

- **Comité du Commerce équitable Secteur Centre:** quatre personnes, bienvenue à Miguel Degiovanni et à France Poulin.

- **Comité Projets de coopération internationale:** six personnes.

- **Comité Stages de solidarité internationale:** quatre personnes.

- **Comité Appui aux luttes des peuples du Sud:** sept personnes, bienvenue à Miguel Degiovanni.

- **Comité Documentation:** n/a

- **Comité Laurentides des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI):** sept organismes, sept personnes impliquées.

3.5 Communications

Bulletin SLAM et Bulletin Express

Afin de diffuser nos informations sur les activités sur la progression des projets dans lesquels SLAM est impliqué, un *Bulletin SLAM* et un *Bulletin spécial* ont été produits cette année. Aucun *Bulletin Express* n'est produit.

Site Internet



Le site Internet est un autre moyen mis en place pour partager nos activités de SLAM. Le contenu de la page est régulièrement mise à jour par la coordonnatrice. L'année dernière, un jour technique fut rendu possible grâce à la précieuse collaboration de Pierre Monette: www.slamlautentides.org.

Page Facebook



SLAM a 135 personnes qui aiment sa page. Des affichages réguliers ont été faits au cours de l'année.

Des invitations ont été envoyées pour certaines activités de SLAM à nos amiEs Facebook Via notre page Facebook, nous gardons des liens avec nos partenaires tels que : Oxfam-Québec, Développement et Paix, le Comité pour la justice sociale, etc.

Site * ¥ ° ® ¥ a j ' ' ± ® ' " ° © Ē ® ¥ - ± j ' ' " « s œ ¥ s a s e y des organismes de coopération internationale »

Nous avons ajouté cette année sur le site *Vitrine sur* ° © Ē ® ¥ - la vidéo " s ° ¥ l e Réseau canadien pour la reddition de comptes des entreprises (RRCRE) « Quitter la misère sans quitter sa terre » produite par les stagiaires de SLAM à l'été 2010.

Le comité documentation

Malheureusement aucune personne manifesté d'intérêt documentation cette année. Ce comité reste à combler.

3.6 Partenaires

Un organisme ne peut prétendre participer { la transformation demeure isolé. C'est l'ensemble qui crée SLAM en fait partie. organismes de solidarité internationale, SLAM entend continuer son action en faveur de la justice et de l'égalité pour les peuples.

Ces collaborations et ces partenariats nous permettent également de profiter des moyens, connaissances et ressources des autres organismes, entre autres:

Au niveau international

- *Asociacion para el Desarrollo en America Central*(ADEPAC), notre partenaire au Guatemala;
- « © ¥ ° Ē ' - s μ - s a ' CCD A), un s " ° ¥ - nouveau partenaire au Guatemala.

Au niveau national

- le Collectif Échec à la guerre;
- le Réseau canadien pour la reddition de comptes des entreprises (RRCRE)
- la Coalition québécoise sur les impacts socio environnementaux des transnationales en Amérique latine
- la Coalition « Pas de démocratie sans voix »;
- Oxfam Québec (Équité@commerce équitable);
- le Projet Accompagnement Québec Guatemala;
- Aide médicale à la Palestine (AMP);
- Équiterre

Au niveau régional

- Développement Paix (diocèse de Saint-Jérôme);
- Amnistie Internationale (section Saint-Jérôme);
- Forum jeunesse des Laurentides;
- Ici par les arts
- Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL);
- SADC des Laurentides
- Cégep de Saint-Jérôme (Services socio-culturels);
- Café SOS, Maison de jeunes et Boutique Sans Frontières
- Corporation de développement communautaire des Hauts-Laurentides (CDC)

Perspectives 2011-2012

- 1) **Développement du « membership »**
- 2) **Produire deux « Bulletin SLAM » et deux « Bulletin Express » ;**
- 3) **Maintenir à jour le Site Internet et la page Facebook ;**
- 4) **Relancer le comité de documentation ;**
- 5) **Maintenir des liens avec les organismes communautaires de la région et avec les organismes de solidarité internationale des autres régions ;**
- 6) **Explorer les autres sources de financement et de reconnaissance possibles.**

Annexe 1

Pétition adressée⁴

aux députées fédérales Mme Johanne Deschamps et Mme Monique Guay

Mesdames,

Malgré la défaite, à la fin octobre, du projet de loi C 300 visant à encadrer la responsabilité sociale et
g p x k t q p p g o g p v c n g " f g u " u q e k ² v ². u' "p g x v t' c g u w k x o g u p 'u é' c s p v ø f k
cesser de faire pression sur le gouvernement en cette matière.

F ø C o ² t c k v s k v p g g " .n" f ø C h t k s w g " g v " f ø c k n n g w t u " p q w u a- " u q p v "
ves, par de grandes compagnies extractives canadiennes, aux droits de la personne et au respect de
n ø g p x k t q p p g o g p v " f g v i r d e r a p p o r t d e v o i l à p a r M i n i n g h W a t c h) i k n g u 0

Q t . " n c " u v t c v ² i k g " f w " i q w x g t p g o g p v " c e v w g n " f w " E c p c
t g o g v v c p v " w p k s w g o g p v " « " n c " d q p p g " x q n q p v ² " f g u " g p v
c d w u 0 " G n n g " " p g ' d u t t o u t a u x p r i n c i p a l e s r e c o m m a n d a t i o n s c o n s e n s u e l l e s " d u r a p p o r t
issu des Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale des entreprises en 2007.

N g " E c p c f c " u g " v c t i w g " f ø ' v t g " w p " l v c v " i ² p ² t g - w z " s w k '
tique, par le laxisme de sa loi concernant cette industrie et par n g u " c x c p v c i y c o n s e n t , k u e c w z "
p q w u " c r r c t c , v " k e k " f c x c p v c i g " e q o o g " n g " e q o r n k e g " f
pays en développement r q w t " u ø c e e c r e s n a t u r e l l e s d u g l o b e i n t e r n a t i o n a l e t d e s p o p u l a t i o n s l o c a -
les.

Voilà pourquoi nous continuons à réclamer :

1. **des règles plus sévères** concernant les **droits de la personne, au travail et à l'environnement** s w g " f g x t q p v " t g u r g e v g t " « ' a n a d i e n - v t c p i g
nes, et particulièrement dans les pays en développement.
2. **un mécanisme indépendant de plainte** (ouvert à quiconque, à travers le monde, qui
u ø g u v k o g " x k e v k o g + " e q p v t g " n g u " e q o r c i p k g u " s w k ")
3. **avec un pouvoir de sanctions** contre celles qui seront trouvées coupables de non-respect des règles.

Ont signé cette pétition initiée par Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM) :

NOMS (en lettres moulées)

VILLE

SIGNATURE

⁴ La version précédente a été adressée à M. Kevin Sorenson, président du comité permanent des affaires étrangères et du développement international.

Annexe 2

Lettre ouverte à tous les candidats et candidates des Laurentides aux prochaines élections

Saint-Jérôme, le 18 avril 2011

Madame, Monsieur

Également préoccupés par le sort des populations appauvries des pays en développement que nous nous adressons à l'internationale. Et, si oui, nous vous invitons à le dire haut et fort pendant la campagne.

Connaissance sincère du rôle des missions de maintien de la paix («casques bleus») pour emprunter la voie de la démocratie et du militarisme, ce qui plus est, sans débat public et contre la volonté des citoyens. Nous voulons donc savoir si vous êtes pour ou contre :

- 1) La participation militaire du Canada en Afghanistan qui a coûté 58 millions de dollars par jour pour la seule année 2009-2010? Et la réduction des dépenses militaires de 35% dans le prochain budget? Et les campagnes de recrutement des forces armées dans les écoles?
- 2) La remise de prisonniers afghans aux autorités locales reconnues pour leur pratique de la torture? Le refus de rapatrier les soldats de la guerre au Sud-Liban et de Gaza?
- 3) N° de dépenses militaires par habitant dans les pays riches les moins généreux?
- 4) N° de dépenses militaires par habitant dans les pays riches les moins généreux?
- 5) N° de dépenses militaires par habitant dans les pays riches les moins généreux?
- 6) N° de dépenses militaires par habitant dans les pays riches les moins généreux?
- 7) La censure et les coupures de subventions aux organismes de solidarité internationale tenant des positions jugées contraires à celle du gouvernement canadien?
- 8) G... n... t... i... g... p... e... g... f... g... v... g... p... k... que... s... t... r... o... n... s... ? n... c... t... i... g... f... 2... d... c... v... r... w... d... n... k... e... u... w... t... v... q... w... v...

Avec nos salutations distinguées,

**Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)
Le Regr. des Organ. Comm. des Laurentides (ROCL)
Le Conseil central CSN des Laurentides
La FTQ Laurentides-Lanaudière
L'ALPPAMM, Laurentides
Développement et Paix de Saint-Jérôme**

**Le RHVL... à préciser
L'Antre- Jeunes, Saint-Jérôme
La Maison Ariane, Sainte-Thérèse
Le Centre des femmes du Grand Lachute
Le Mouvement Personne D'abord, Saint-Eustache
La Rencontre, Saint-Jérôme**

